



Les enjeux de la convergence et de la cohésion des économies nationales et régionales de l'Union européenne depuis les années 1980

Pensez à effectuer l'analyse préalable du sujet que nous vous proposons sur le site, c'est avec cet entraînement que vous acquérez les principales techniques de la problématisation en Histoire et Géographie Economiques. Cet entraînement est indispensable pour obtenir une bonne note aux concours.

Sommaire (Cliquez sur le titre pour accéder au paragraphe)

I. Les actions volontaristes menées pour faire converger les économies nationales et régionales s'expliquent par les risques inhérents aux élargissements et par les avantages attendus de la cohésion. 2

II. Mais la mise en œuvre des instruments de la convergence et de la cohésion achoppe sur des difficultés qui menacent l'adhésion populaire à l'idée européenne. 4

III. Le bilan actuel des politiques de convergence et de cohésion est mitigé. Dans ces conditions, le dernier élargissement renforce les inquiétudes sur la capacité de l'Europe à devenir une véritable Union. 6

La construction européenne a toujours visé davantage qu'une simple zone de libre-échange. C'est ce qu'indiquent clairement les noms qu'elle se donne : d'abord Communauté, puis Union européenne. C'est dire combien les notions de convergence et de cohésion sont au cœur du projet européen. En effet, la convergence définit l'action de tendre vers un même but, un même résultat. La cohésion caractérise un ensemble dont les parties sont intimement unies. Convergence et cohésion visent l'union, l'unité, l'homogénéité. Dans le lexique européen, la convergence désigne les données macroéconomiques nationales (croissance, inflation, déficit public, endettement public, taux d'intérêts) et la cohésion se réfère à la réduction des écarts économiques et sociaux mesurés en termes du PIB par habitant et de taux de chômage, voire de composition sectorielle du PIB et de la population active, dans l'espace communautaire, à deux échelles : entre Etats, et entre régions.

Mais les deux termes sont étroitement associés. La convergence et la cohésion ne visent pas à uniformiser l'espace européen par une sorte de nivellement abstrait. Les poids de la géographie et de l'histoire sont trop lourds pour effacer les différences, surtout avec les élargissements successifs. Non seulement l'entreprise est impossible, mais elle serait néfaste, contre productive. L'Europe tire sa richesse de sa diversité. Cependant, le maintien de trop fortes disparités, pire, leur aggravation, compromettrait évidemment la construction européenne. L'édification d'une communauté de destin, avec un partage croissant des souverainetés nationales, suppose des bénéfices économiques et sociaux équitablement répartis. Faire converger les économies nationales et régionales pour constituer un



ensemble plus homogène, est encore plus souhaitable si les Etats européens veulent dépasser « l'Europe espace » pour construire une « Europe puissance », parlant d'une seule voix sur la scène mondiale, au nom de valeurs communes et d'une identité européenne.

L'intégration par les forces du marché génère des « solidarités de fait » (Monnet) mais ne suffit pas. Pire, elles risquent d'accroître les disparités. Il faut aussi une volonté forte et constante des dirigeants politiques et le soutien des peuples. Or ces deux forces dépendent des gains et des coûts des actions menées pour la convergence et la cohésion des économies nationales et régionales. Celles-ci constituent donc un enjeu majeur pour la construction européenne. D'où l'articulation entre la relance libérale (les forces du grand Marché voulu par l'Acte Unique puis l'UEM) et le renforcement de la solidarité commune (forte augmentation des fonds structurels).

Nous étudierons successivement les raisons pour lesquelles les gouvernements européens s'efforcent de faire converger les économies nationales et régionales, pour renforcer la cohésion économique mais aussi politique de l'ensemble, puis les moyens mis en œuvre pour atteindre cet objectif, et les difficultés que rencontrent ces politiques, pour enfin dresser un bilan, à la lumière des derniers événements qui débouchent aujourd'hui sur une crise aiguë de la construction européenne.

I. Les actions volontaristes menées pour faire converger les économies nationales et régionales s'expliquent par les risques inhérents aux élargissements et par les avantages attendus de la cohésion.

I.1. 1986 marque à la fois la naissance de l'espace unique sans frontières et l'élargissement de la Communauté à la péninsule ibérique.

• La crise des années 1970 révèle et exaspère les disparités de l'espace communautaire.

La crise du système monétaire international et les chocs pétroliers agissent comme un choc asymétrique : certaines économies nationales et régionales sont plus durement touchées que d'autres. La crise révèle les fortes disparités entre les économies nationales (par exemple, entre la France et la RFA) et entre les profils régionaux (grandes métropoles/pays noirs à économie victorienne). Tous les paramètres divergent : taux de croissance, inflation, commerce extérieur, chômage.

Pire, la crise en Europe provoque la crise de l'Europe. Les trop grandes divergences des situations structurelles et macroéconomiques freinent la construction européenne en perturbant les politiques communes (comme la PAC) et en empêchant certaines politiques communes (énergie, transports, politique industrielle). La tentation du chacun pour soi ne concerne pas seulement le Royaume-Uni, avec la théorie thatchérienne du « juste retour ». Les gouvernements éviteront cependant le pire en parvenant à des accords de compromis (sur la PAC, le budget communautaire, la pêche, les cartels de récession dans les